



**PRÉFET  
DES ALPES-  
DE-HAUTE-  
PROVENCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Digne-les-Bains, le 27 avril 2023

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° 2023-117-004**

de régulariser sa situation réglementaire

Société EIFFAGE Route Grand Sud  
Agence du Verdon - Zone Artisanale Route de Grasse - 04120 CASTELLANE

Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) irrégulière parcelles D505 et D506 pour partie  
et atterrissage sur la commune de La Mure-Argens (04170)

### **LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles, L.171-6, L.171-7, L.511-2, R.511-9 et L.514-5 ;

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'Enregistrement relevant de la rubrique n°2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de constatation de la Direction Départementale des Territoires des Alpes de Haute Provence du 14 octobre 2021 ;

**VU** le rapport du 3 avril 2023 de l'Inspecteur de l'Environnement chargé des installations classées relatif à l'inspection du 21 mars 2023 du site implanté Quartier du Plan – 04170 La Mure-Argens ;

**VU** le projet d'arrêté de mise en demeure porté le 6 avril 2023 par courrier Recommandé avec Accusé de Réception à la connaissance de la Société Eiffage, sur les non-conformités de l'installation de stockage de déchets inertes qu'elle exploite sur la commune de La Mure-Argens ;

**VU** le courrier en réponse de l'exploitant du 17 avril 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) relève de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 2760-3 sous le régime de l'enregistrement (sans seuil) ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation d'une installation de traitement de matériaux relève de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 2515-2 sous le régime de la déclaration (puissance du concasseur/cribleur inférieure ou égale à 200Kw) ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 21 mars 2023, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que la Société Eiffage, Route Grand Sud - ALPES DU SUD MATERIAUX implantée quartier du plan - 04170 La Mure-Argens exploite une installation de stockage de déchets inertes et une installation de traitement mobile de matériaux sans l'autorisation requise ;

**CONSIDÉRANT** les atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la Société EIFFAGE - Route Grand Sud de régulariser sa situation administrative ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence ;

### **ARRÊTE**

#### **ARTICLE 1 – Mise en demeure de régulariser sa situation administrative**

La société EIFFAGE, Route Grand Sud, exploitant une installation de stockage de déchets inertes ainsi qu'une installation de traitement de matériaux irrégulières, sise parcelles D505 et D506 pour partie et atterrissement sur la commune de La Mure-Argens, sans l'enregistrement préfectoral requis et la déclaration requise pour ce type d'activités, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant en préfecture le dossier de demande d'enregistrement d'installation classée, conforme aux articles R.512-46-1 et suivants du Code de l'environnement et demande de déclaration initiale conforme aux articles R.512-47 et suivant de ce même Code ;
- soit en cessant ses activités soumises à enregistrement et déclaration au titre de la réglementation relative aux ICPE et en procédant à la remise en état du site prévue à l'article L.512-7-6 du Code de l'environnement ;

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans les 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure. Ce courrier doit être adressé à Monsieur le Préfet des Alpes de Haute Provence.
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, l'exploitant :
  - joint également, dans le courrier exigé ci-dessus, un descriptif des modalités plus précises de nettoyage et de remise en état du site (en référence aux dispositions de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement) ;
  - rend la cessation d'activité effective dans les 6 mois à compter de la notification du présent arrêté (mesures prévues au II de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement).
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier d'enregistrement, ce dernier doit être déposé en Préfecture dans un délai de 6 mois et le dossier de déclaration dans les deux mois.

Ces délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 – Sanctions**

Dans le cas où l'une ou plusieurs des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourrait être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, des sanctions administratives telles que l'astreinte administrative ou l'amende administrative.

**ARTICLE 3 - Voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François LECA – 13002 MARSEILLE) :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date où la présente décision a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télécours citoyens accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 4 - Publicité**

Le présent arrêté doit être publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de deux mois.

**ARTICLE 5 - Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, la Sous-Préfète de Castellane, le Maire de La Mure-Argens, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire appliquer les dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la Société Eiffage Route Grand Sud.

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général



Paul François Schira